

# AFFICHAGE OBLIGATOIRE

## Code du travail

### SANTÉ AU TRAVAIL OU SERVICE MÉDICAL DU TRAVAIL

*(Médecins du travail)*

.....  
.....

### ET PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

*(Conseillers en prévention)*

.....  
.....

### SERVICES D'URGENCE

*SAMU : 15*

*POMPIERS : 18*

*POLICE : 17*

*CENTRE ANTIPOISON (NANCY) : 03 83 32 36 36*

*DISCRIMINATION (HALDE) : 0810 00 50 00*

*(Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations  
et pour l'Égalité)*

### INSPECTION DU TRAVAIL

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

### DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

*Lieu et modalités de consultation :*

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

### CONVENTION COLLECTIVE

*Nom de la convention :*

.....  
.....

*Lieu et modalités de consultation :*

.....  
.....

### En cas d'horaires collectifs : JOURS HEBDOMADAIRES DE REPOS

.....  
.....

### HORAIRES DE TRAVAIL

*Lundi :* .....

*Mardi :* .....

*Mercredi :* .....

*Jeudi :* .....

*Vendredi :* .....

*Samedi :* .....

*Dimanche :* .....

### ORDRE ET DATES DES DÉPARTS EN CONGÉS

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

### **Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes**

Article L.3221-1 Les dispositions des articles L. 3221-2 à L. 3221-7 sont applicables, outre aux employeurs et salariés mentionnés à l'article L. 3211-1, à ceux non régis par le code du travail et, notamment, aux agents de droit public. Article L.3221-2 Tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Article L.3221-3 Constitue une rémunération au sens du présent chapitre, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum et tous les autres avantages et accessoires payés, directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au salarié en raison de l'emploi de ce dernier. Article L.3221-4 Sont considérés comme ayant une valeur égale, les travaux qui exigent des salariés un ensemble comparable de connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle, de capacités découlant de l'expérience acquise, de responsabilités et de charge physique ou nerveuse. Article L.3221-5 Les disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise ne peuvent pas, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, être fondées sur l'appartenance des salariés de ces établissements à l'un ou l'autre sexe. Article L.3221-6 Les différents éléments composant la rémunération sont établis selon des normes identiques pour les femmes et pour les hommes. Les catégories et les critères de classification et de promotion professionnelles ainsi que toutes les autres bases de calcul de la rémunération, notamment les modes d'évaluation des emplois, doivent être communs aux salariés des deux sexes. Article L.3221-7 Est nulle de plein droit toute disposition figurant notamment dans un contrat de travail, une convention ou accord collectif de travail, un accord de salaires, un règlement ou barème de salaires résultant d'une décision d'un employeur ou d'un groupement d'employeurs et qui, contrairement aux articles L. 3221-2 à L. 3221-6, comporte, pour un ou des salariés de l'un des deux sexes, une rémunération inférieure à celle de salariés de l'autre sexe pour un même travail ou un travail de valeur égale. La rémunération plus élevée dont bénéficient ces derniers salariés est substituée de plein droit à celle que comportait la disposition entachée de nullité.

### **Lutte Contre les Discriminations code pénal**

Article 225-1 Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales à raison de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de l'apparence physique, du patronyme, de l'état de santé, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation ou identité sexuelle, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales. Article 225-1-1 Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes parce qu'elles ont subi ou refusé de subir des faits de harcèlement sexuel tels que définis à l'article 222-33 ou témoigné de tels faits, y compris, dans le cas mentionné au I du même article, si les propos ou comportements n'ont pas été répétés. Article 225-2 La discrimination définie aux articles 225-1 et 225-1-1, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 Euros d'amende lorsqu'elle consiste : 1° A refuser la fourniture d'un bien ou d'un service ; 2° A entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque ; 3° A refuser d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne ; 4° A subordonner la fourniture d'un bien ou d'un service à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ou prévue à l'article 225-1-1 ; 5° A subordonner une offre d'emploi, une demande de stage ou une période de formation en entreprise à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ou prévue à l'article 225-1-1 ; 6° A refuser d'accepter une personne à l'un des stages visés par le 2° de l'article L. 412- 8 du code de la sécurité sociale. Lorsque le refus discriminatoire prévu au 1° est commis dans un lieu accueillant du public ou aux fins d'en interdire l'accès, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 Euros d'amende. Article 225-3 Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables : 1° Aux discriminations fondées sur l'état de santé, lorsqu'elles consistent en des opérations ayant pour objet la prévention et la couverture du risque décès, des risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou des risques d'incapacité de travail ou d'invalidité. Toutefois, ces discriminations sont punies des peines prévues à l'article précédent lorsqu'elles se fondent sur la prise en compte de tests génétiques prédictifs ayant pour objet une maladie qui n'est pas encore déclarée ou une prédisposition génétique à une maladie ou qu'elles se fondent sur la prise en compte des conséquences sur l'état de santé d'un prélèvement d'organe tel que défini à l'article L. 1231-1 du code de la santé publique ; 2° Aux discriminations fondées sur l'état de santé ou le handicap, lorsqu'elles consistent en un refus d'embauche ou un licenciement fondé sur l'inaptitude médicalement constatée soit dans le cadre du titre IV du livre II du code du travail, soit dans le cadre des lois portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique ; 3° Aux discriminations fondées, en matière d'embauche, sur le sexe, l'âge ou l'apparence physique, lorsqu'un tel motif constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée 4° Aux discriminations fondées, en matière d'accès aux biens et services, sur le sexe lorsque cette discrimination est justifiée par la protection des victimes de violences à caractère sexuel, des considérations liées au respect de la vie privée et de la décence, la promotion de l'égalité des sexes ou des intérêts des hommes ou des femmes, la liberté d'association ou l'organisation d'activités sportives ; 5° Aux refus d'embauche fondés sur la nationalité lorsqu'ils résultent de l'application des dispositions statutaires relatives à la fonction publique. Article 225-3-1 Les délits prévus par la présente section sont constitués même s'ils sont commis à l'encontre d'une ou plusieurs personnes ayant sollicité l'un des biens, actes, services ou contrats mentionnés à l'article 225-2 dans le but de démontrer l'existence du comportement discriminatoire, dès lors que la preuve de ce comportement est établie. Article 225-4 Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies à l'article 225-2 encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38, les peines prévues par les 2° à 5°, 8° et 9° de l'article 131-39. L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

### **Lutte Contre le Harcèlement code pénal**

Article 222-33 I. - Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. II. - Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers. III. - Les faits mentionnés aux I et II sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende. Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis : 1° Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ; 2° Sur un mineur de quinze ans ; 3° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ; 4° Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de leur auteur ; 5° Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice. Article 222-33-2 Le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

# CONSIGNES DE SÉCURITÉ



LES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ DANS UNE ZONE  
À HAUT RISQUE DE COVID-19 OU EN CONTACT  
AVEC UNE PERSONNE INFECTÉE NE SONT PAS  
AUTORISÉES À VISITER



LES PERSONNES SOUFFRANT DE FIÈVRE,  
DE TOUX, DE MAUX DE GORGE OU  
D'AUTRES SYMPTÔMES PSEUDO-GRIPPAUX  
NE SONT PAS AUTORISÉES À VISITER



POIGNÉES DE MAINS INTERDITES



LAVER OU DÉSINFECTER VOS MAINS



GARDER UNE DISTANCE DE SÉCURITÉ  
D'AU MOINS 1,5 MÈTRE



TOUSSER OU ÉTERNUER DANS  
SON COUDE OU UN MOUCHOIR



PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE

# CONSIGNES DE SECURITE

## INCENDIE



SERVICE SECURITE

N°  
POMPIERS

N°

NE PAS RACCROCHER SANS AVOIR VERIFIE QUE VOTRE APPEL A ETE COMPRIS

ATTAQUEZ LE FEU AU MOYENS DES EXTINCTEURS APPROPRIES



DANS LA FUMEE BAISSÉZ-VOUS L'AIR FRAIS EST PRES AU SOL



N'UTILISEZ PAS LES ASCENSEURS



FACILITEZ L'ACCES DES POMPIERS

N'ENCOMBEZ PAS LES MOYENS DE SECOURS

## EVACUATION



DES L'AUDITION DU SIGNAL SONORE



**GARDEZ VOTRE SANG-FROID**



FERMEZ LES PORTES ET LES FENETRES EN QUITTANT VOTRE POSTE DE TRAVAIL



DIRIGEZ-VOUS CALMEMENT VERS LE POINT DE RASSEMBLEMENT



N'UTILISEZ PAS LES ASCENSEURS

LOCALISATION DU POINT DE RASSEMBLEMENT



## ACCIDENT



PREMIERS SECOURS

N°  
AMBULANCE

N°

NE PAS RACCROCHER SANS AVOIR VERIFIE QUE VOTRE APPEL A ETE COMPRIS

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

BLESSURES  
BRULURES  
ASPHYXIE

FEU SUR UNE PERSONNE ?  
EMPECHEZ-LA DE COURIR, COUCHEZ-LA, ENVELOPPEZ-LA AVEC UNE COUVERTURE OU EN VETEMENT.

RESPONSABLES DE SECURITE

M.	TEL.



# CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE

## NUMEROS D'URGENCE



INCENDIE

18 ou 112



POLICE

17



SAMU

15

## Vous découvrez un début d'incendie



Gardez votre calme.

Alertez les pompiers.

Alertez le standard ou la direction.

Alertez les occupants de la maison ou de l'immeuble.

## Dès l'audition du signal sonore (alarme incendie)



Gardez votre calme.

Respectez les consignes de sécurité.

Dirigez-vous vers les sorties ou issues de secours sans précipitation.



N'utilisez pas les ascenseurs ou monte-charges.

Dans la fumée, baissez-vous, l'air frais est prêt du sol.

Rendez-vous au point de rassemblement prévu.

Assurez-vous qu'il ne manque personne.

## Lutter contre l'incendie face à un départ de feu



Ne mettez jamais votre vie en danger.

Coupez le gaz et l'électricité.

Attaquez le foyer à sa base au moyen des extincteurs appropriés.



Si l'incendie prend de l'ampleur, arrêtez toute tentative d'extinction.

Fermer les portes et fenêtres et évacuez les lieux.

## Prévention



N'encombrez pas les abords des moyens de secours.

Repérez les moyens de lutte contre l'incendie.

Ne vous garez jamais près des poteaux ou bouches d'incendie.

Laissez libres les dégagements et les issues.